



Rapport scientifique

PROJET DE PUBLICATION : « S'ASSOCIER AUJOURD'HUI.

Individuation, État et Mouvements de lutte »

Introduction

Le projet de publication faisait suite au colloque international organisé à l'Université de Montpellier le 14-15 juin 2019 par l'Association Française des Anthropologues (AFA) et le Bistrot des ethnologues qui portait sur « S'associer. Une pratique fondatrice des sociétés ». Dans un contexte caractérisé par une supposée « crise des solidarités » et par des nouvelles formes de lutte, ce projet de publication avait pour objectif de restituer quelques communications présentées, tout en les inscrivant dans une réflexion plus large qui interroge les logiques de ces engagements, leurs causes et les multiples reconfigurations du fait associatif contemporain, à la fois complexes et inédites.

La subvention de l'Institut Français du Monde Associatif a permis l'édition de « Nos terrains c'est la lutte », un numéro hors-série - c'est-à-dire en plus des numéros prévus - du *Journal des anthropologues* (JdA).

Ce numéro a été conçu au début de l'année 2020, dans le cadre de la grève des revues scientifiques et du collectif *Revues en Lutte*, en opposition à la Loi de Programmation de la Recherche. Plutôt que de se réduire au silence en temps de pandémie, le *Journal des Anthropologues* a décidé de rendre compte des mobilisations en cours en 2019, à l'intérieur et à l'extérieur de l'académie. Ces dernières portaient sur la Réforme de la recherche et de l'enseignement supérieur, mais aussi sur la réforme des lycées, des retraites, du chômage, ainsi que les luttes des étudiant.es en exil et de Gilets Jaunes (voir table des matières en annexe). D'autres questions s'y sont ajoutées, notamment une analyse du fonctionnement de l'Association Française des Anthropologues et une présentation de l'Institut Français du Monde Associatif.

Pour revendiquer le caractère collégial de la recherche et notre désaccord avec la mise en compétition croissante des chercheur.es soumis.es à des critères quantitatifs d'évaluation (dont la publication dans une revue de rang A comme le JdA), nous avons choisi de ne pas signer nos articles. Plutôt, nous les avons signés de l'acronyme C. Noûs, inventé par un collectif de chercheur.es, aujourd'hui auteur de plus d'une centaine d'articles publiés dans des revues scientifiques.

Le numéro « Nos terrains c'est la lutte » est paru en 350 exemplaires en septembre 2020. Il est depuis disponible en accès libre, sans attendre deux années comme les autres numéros du Jda¹.

¹ <https://journals.openedition.org/jda/9241>

Présentation du cadre conceptuel et bibliographie

À l'occasion des 40 ans de l'Association Française des Anthropologues et des 25 ans du Bistrot des ethnologues le colloque « S'associer. Une pratique fondatrice des sociétés » tenu à l'Université de Montpellier en juin 2019 nous a permis de nous interroger sur les multiples manières de se fédérer aujourd'hui. Nous souhaitons prolonger et élargir ces questionnements par un projet de publication qui, à partir des communications et des débats qui ont eu lieu lors de ce colloque, puisse nous permettre d'analyser en profondeur quels sont les tenants et aboutissants de différentes expériences associatives locales et nationales en lien avec des mouvements de lutte qui ont secoué la société française les dernières années. Ce projet s'est organisé autour de la question centrale du colloque : comment et pourquoi s'associer aujourd'hui ? Notre réflexion partait d'un double constat. Nous vivons dans des sociétés où l'accroissement des inégalités socio-économiques, dénoncées avec force dans le récent mouvement des Gilets jaunes, fait partie des nouvelles dynamiques historiques, même si la pauvreté tend globalement à diminuer. Nous vivons également, dans cette partie du monde où l'État-providence amorçe depuis des décennies une nette régression faisant fi des droits arrachés de haute lutte par les citoyen·nes. Face à cela, l'engagement pour la cause publique et les diverses formes de solidarités (pratiques individuelles ou collectives, éphémères, transitoires ou un peu plus durables) se présentent comme un défi au désintérêt annoncé pour la chose publique porté par l'individualisation, le repli sur soi ou le consumérisme. S'engager dans une société où les processus d'individuation sont possibles, peut être paradoxalement, la source d'une diversification et d'une expansion inédite des formes de l'engagement citoyen (Ion, 2012). À travers ces diverses formes de solidarités et à travers des lieux de plus en plus inclusifs dans nos engagements, que fabriquons nous ensemble ? Quelles formes de mobilisation – impliquant la rencontre, le partage des idées et des moments conviviaux – les dernières mobilisations ont-elles déployé ? Quel horizon, quelles pratiques démocratiques sont à revitaliser ? Quelle part doit et va prendre le débat public réclamé par un soulèvement ?

Les formes associatives ont été sommées par les institutions d'apporter de nouvelles réponses dans nos sociétés où le modèle de l'État-providence connaît des restructurations profondes. Ces incitations à la participation peuvent aussi constituer des pièges pour la démocratie représentative, instrumentalisant et étouffant les possibilités de contester ou de s'opposer aux décisions prises par les élu·es (Godbout, 2014). Il demeure que la liberté de participer à ce que Georg Simmel désigne comme des « cercles sociaux » permet indéniablement d'enrichir l'expérience politique et le pouvoir d'agir des individus. Dans quelle mesure l'expérience politique aujourd'hui ne s'enrichit-elle pas des mouvements comme ceux des Indignés, de Nuit Debout, d'*Occupy wall street* ou des mouvements connus sous le nom de « désobéissance civile » (Gros, 2017) ?

Dans ce contexte, nous avons interrogé les formes associatives dans leurs dimensions contemporaines à travers l'exercice de la réflexivité des acteur·es (signe à la fois de leur autonomie et de leur vulnérabilité). Nous nous sommes posé·es la question de ce que signifie une implication associative en lien avec la recherche en sciences sociales ou issue de celle-ci.

Dans l'appel à projet nous avons identifié trois axes principaux :

- Retrait de l'État ? S'associer, entre bénévolat et individualisation

L'association entendue comme une forme d'action de sujets réunis autour d'un objectif visé en référence à des intérêts partagés questionne aujourd'hui l'engagement de l'État-providence. La question sensible de la prise en charge des migrant·es et de l'accueil des mineur·es non accompagné·es en est un exemple. En effet sur le terrain, nous constatons que l'émergence d'associations d'entraides

citoyennes et de collectifs réunissant des associations et mouvements militants tendent à remplacer l'action de l'État social notamment en ce qui concerne l'accueil des primo arrivant-es. Les deniers publics liés à l'administration sociale sont devenus une variable d'ajustement économique alors que les modalités d'intervention de l'État dans ces domaines se sont redéployées et réorientées depuis une quinzaine d'années (Cottin-Marx et al., 2017). En conséquence, le renforcement du tissu associatif d'entraide, militant et citoyen n'entraîne-t-il pas le développement d'une philanthropie étatique contribuant à (nous) faire réfléchir sur l'absence de volonté politique réelle d'insérer socialement ces sujets en situation de marginalité plus ou moins avancée ? Le bénévolat permet de soulever un certain nombre de questions sur l'évolution du monde associatif observé dans le cadre plus large des transformations des formes du travail et de la mobilisation politique dans la société française contemporaine (Simonet, 2010 ; 2018). L'implication au sein d'une association en tant que bénévole est communément assimilée à des parcours de socialisation informels, autonomes et multiples qui ne sont pas soumis à des motivations économiques. Face aux tensions qui s'organisent autour du rôle des bénévoles, comment se façonnent aujourd'hui les nouvelles formes d'engagement et de mobilisation politique au sein des associations françaises ?

- Entre l'association et les mouvements de lutte

La contestation est l'un des soubassements de la démocratie représentative et l'association est un outil pour l'expression de ces idées alternatives et leur mise en œuvre par l'expérimentation ou la transformation sociale. Ces dernières années, marquées par une recrudescence de la répression policière, ont vu fleurir une multitude d'initiatives de solidarité en vue de soutenir des publics fragilisés (migrant-es, sdf, handicapé-es...), des causes délaissées malgré leur caractère urgent (écologie, rôle de la femme), allant jusqu'à prendre la forme de simples manifestes sur les réseaux sociaux. Le mouvement des Gilets jaunes qui conjugue plusieurs axes de revendications provenant de diverses formes de luttes (économiques, écologiques, solidarités sociales...) est venu remettre au cœur de l'analyse des sciences sociales la question de la mobilisation spontanée et de la lutte des classes. De plus, leur mobilisation qui ne se construit ni dans un cadre syndical ni associatif, au sens formel du terme, est relayée sur des plateformes numériques.

- Sciences sociales associatives et engagées

Que signifie être anthropologue ou sociologue et membre associatif ou membre d'un « collectif » ou d'un « mouvement » comme les Gilets jaunes ? Quelle « terminologie de l'action » est-elle employée ? De quelle manière ces différents ressorts se composent-ils au sein de la personne, comment sont-ils mobilisés et dans quels cadres ? Comment des individus (des chercheur-es notamment), des groupes, des « collectifs » mènent des actions ensemble, comment ces mouvements se fédèrent, se mettent en réseau, s'opposent et se transforment, notamment dans une société où les processus d'individuation sont également source de transformation des formes d'engagement. Il sera essentiel de répondre à la question de la « mobilisation spontanée » que le mouvement des Gilets jaunes est venu remettre au cœur de l'analyse, et de la durabilité d'un mouvement de lutte qui ne se construit ni dans un cadre syndical ni associatif ? Par ailleurs, l'interdisciplinarité aujourd'hui prônée dans toutes les instances de recherche questionne la place attribuée et revendiquée par les anthropologues dans ces collectifs et regroupements. Comment l'*Association Française des Anthropologues* qui a porté ce projet de publication a-t-elle évolué par rapport à son projet initial ? L'AFA par exemple a perduré et perdure contrairement à d'autres associations d'anthropologues. L'une des raisons pourrait être une certaine distance par rapport aux institutions, la résistance par rapport à des injonctions extérieures et la mise en débat des éventuelles injonctions.

Bibliographie

Godbout Jacques T., *La participation contre la démocratie*, Liber, Montréal, 2014.

Gros Frédéric, *Désobéir*, Albin Michel, Paris, 2017.

Cottin-Marx & al., « Quand les associations remplacent l'État ? », *Revue française d'administration publique*, 2017/3, n°163.

Ion Jacques, *S'engager dans une société d'individus*, Armand Colin, Paris, 2012.

Simonet Maud, *Le travail bénévole : engagement citoyen ou travail gratuit ?* La Dispute, coll. « Travail et salariat », 2010.

Simonet Maud, *Travail gratuit : la nouvelle exploitation ?* Textuel, 2018.

Méthodologie et calendrier du projet

La publication a été coordonnée par Pascale Absi, Annie Benveniste et Barbara Morovich en lien avec les auteur.es et avec le Comité de rédaction du *Journal des anthropologues* qui, à partir de la période de pandémie et du confinement, a commencé à s'organiser à distance. Fort de son expérience en matière de publication, le Comité de rédaction avait estimé que le numéro pouvait trouver toute sa place dans un Hors-série, ce qui permettrait une publication rapide, conditionnée bien évidemment par les financements obtenus. Sans besoin de rédigé d'appel à communication, mais grâce surtout aux débats au sein du comité de rédaction, nous avons constaté que des nombreux.es membres de l'AFA adhéraient au projet et étaient prêt.es à tenir un calendrier assez serré.

Plusieurs réunions ont été organisées impliquant soit les coordinatrices soit le comité de rédaction. A la même période nous avons modifié le format et la maquette du *Journal des anthropologue* et le Hors-série a été le banc d'essai pour la maquette définitive. Le choix de donner plus de place à l'iconographie nous permettait de rendre plus lisible le texte, parfois de l'illustrer, de lui donner une respiration ou encore de faire voyager l'imaginaire du lecteur. Pour « Nos terrains c'est la lutte », nous avons fait le choix du carnet central d'images en couleur mais aussi de parsemer les articles d'autres images (en noir et blanc). Notre volonté reposait aussi sur l'envie de démocratiser la discipline en parallèle à celle, évidemment fondamentale, de l'exigence scientifique.

Les articles reçus ont été mis en relecture selon les normes habituelles (deux relecteurs par article). Les suggestions et les remaniements faits, nous avons pu publier le Hors-série en mai 2020.

Pour cette publication de l'AFA, nous avons privilégié le caractère collectif de la publication et avons donné une place importante à des articles interdisciplinaires et à des formes plus souples et inventives de restitution des manifestations observées. Au-delà du financement de l'Institut Français du Monde Associatif, l'Association Française des Anthropologues a disposé pour la réalisation de ce projet (comme pour ses autres projets de publication) du soutien du Département du pilotage de la recherche et de la politique scientifique du Ministère de la Culture, du Centre National du Livre et du Centre National pour la Recherche Scientifique.

Résultats

En analysant les contenus des articles, les trois axes principaux demeurent présents, même si leur ampleur et développements varient.

L'axe « Entre l'association et les mouvements de lutte » fédère le plus d'articles et constitue le pivot autour duquel se construit le propos général, comme on pouvait l'imaginer à partir du titre de l'Hors-série qui fait la part belle aux luttes et aux mobilisations. L'éditorial « Au-delà du confinement, la lutte continue » pose le décor en faisant le lien avec la période de pandémie et du confinement, ce qui n'implique pas un bâillonnement de la pensée. Le deuxième éditorial va dans le même sens et laisse la parole au collectif « Revues en lutte » avec l'article « Sciences en danger, revues en lutte », retraçant la naissance de cette structure qui compte plus de 100 revues scientifiques, et ses combats. D'autres articles font le lien entre les luttes et les sciences humaines sociales, comme par exemple « De la LRU à la LPPR. Regards de Marie Cuillerai, enseignante-chercheuse à l'université de Paris ». L'article « À propos de la réforme de la retraite » historicise les luttes et montre qu'en France la retraite est un acquis de solidarité intergénérationnelle. A la suite, l'article « Pour un monde meilleur. Chronique d'un hiver en jaune au bord du confinement » montre de quelle manière l'approche d'une anthropologie engagée porte son regard sur les manifestations des Gilets jaunes : comment les personnes qui luttent « pour l'honneur des travailleurs et pour un monde meilleur » entendent-elles ce monde qu'elles appellent inlassablement de leurs vœux ?

Le lien entre les manifestations, les réformes en cours et des institutions du secondaire et du supérieur (lycées, universités, écoles d'architecture...) est particulièrement important dans le numéro, et montre la naissance de collectifs d'enseignant.es et étudiant.es qui se mobilisent et se structurent progressivement, comme dans l'article « Les écoles d'architecture : cobaye d'une mise à mort. Mobilisations contre les effets pervers de la Réforme de 2018 » ou encore dans « Une AG (pas) ordinaire ? ». Les deux articles montrent d'ailleurs qu'en parallèle avec les luttes contre les réformes, émergent des thématiques féministes. L'article qui porte sur « L'exil au temps du COVID-19. Pour le Collectif de Galois, la bataille continue », met, quant à lui, l'accent sur le croisement des luttes avec les politiques sécuritaires et anti-migratoire et sur l'essor des solidarités entre étudiant.es migrant.es et enseignant.es.

Dans d'autres articles ce sont des « histoires d'individus » qui sont mises en avant, répondant à l'axe « S'associer, entre bénévolat et individualisation » qui montre comment l'individualisation se fabrique notamment à travers les luttes. « Histoire de la précarité » c'est le récit d'Antoine, un étudiant qui se définit comme « pauvre » et qui illustre la condition qui partagent aujourd'hui de plus en plus d'étudiant.es en situation de confinement. Dans « Réflexions d'une enseignante en lutte », Malika, enseignante d'anglais dans un lycée, relate ses mobilisations et les difficultés des milliers d'enseignant.es en France. Dans « Dedans Dehors. Sans et Avec », deux danseurs, Alioune Diagne et Lotus Edde Khouri nous incitent à découvrir leur résistance à travers des engagements physiques et politiques. Les mouvements de leurs corps nous rappellent leur volonté de résister.

Finalement l'axe « Sciences sociales associatives et engagées » est honoré par les articles « Avoir 40 ans en 2019. Genèse, développement et positionnements de l'Association française des anthropologues » et « La fabrique du Journal des anthropologues ». Les deux abordent, l'un d'une façon plus historique et l'autre plus contemporaine, les formes qui ont pris l'engagement associatif à l'AFA, non sans souligner les quelques points d'achoppement et les divergences qui peuvent naître au sein d'un collectif. Faisant écho à la thématique proprement associative, nous avons tenu à faire une place importante à l'Institut Français du Monde Associatif en clôture du numéro, structure née en 2019 dans le but d'opérer une médiation entre la recherche scientifique et la société civile, notamment le « monde associatif ».

Conclusions

Nous espérons que ce numéro qui a été diffusé gratuitement sur le web puisse avoir un impact notable au sein du monde associatif mais également dans la communauté scientifique. Les articles ont été diffusés largement dans nos institutions respectives et des manifestations ouvertes à des publics plus larges sont à prévoir dès la sortie de la crise, ou bien grâce aux outils informatiques.

Ce travail nous encourage à poursuivre l'analyse de nos engagements associatifs de manière réflexive. Au sein de l'AFA, cela pourrait prendre la forme d'un ouvrage, conférences, entretiens, avec des anthropologues à propos de la féminisation de cette structure et sur les thématiques féministes portées par l'Association française des anthropologues depuis les années 1980.